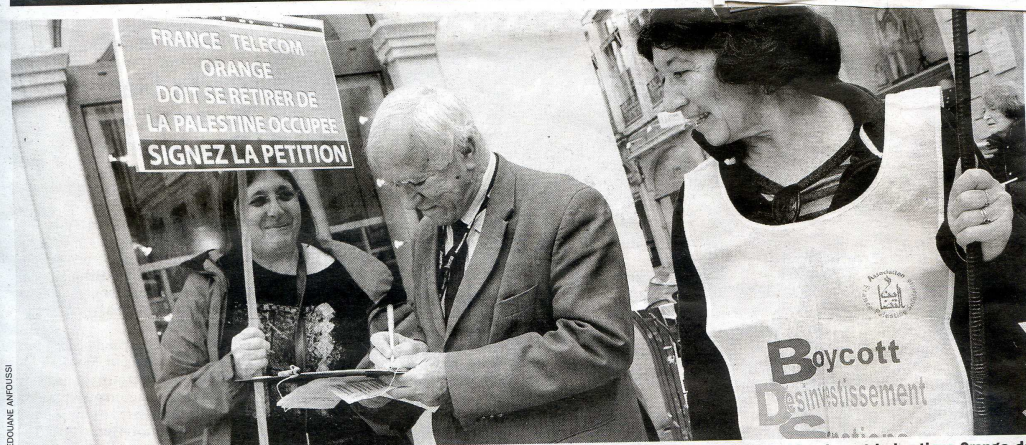


## PALESTINE L'accord complice d'Orange

Des militants se sont mobilisés à Montpellier pour dénoncer un partenariat entre France Télécom-Orange et un opérateur israélien participant à la colonisation. **PAGE 7**

L'Hérault du Jour Dimanche 4 mars 2012

Montpellier  
Actualité



Des militants de l'association France Palestine Solidarité ont distribué des tracts et fait signé une pétition hier devant la boutique Orange de la Grand rue Jean Moulin.

**Palestine.** L'AFPS demande à France Télécom-Orange de rompre un accord conclu avec un opérateur de téléphonie israélien impliqué dans la colonisation.

## Une participation indirecte aux violations du droit international

■ « Mettre Orange sous pression ». Tel est le sens de l'action menée hier par des militants de l'Association France Palestine Solidarité (AFPS) devant le magasin France Télécom - Orange de la Grand rue Jean Moulin. Profitant du passage incessant dans cette artère commerciale, ils ont distribué des tracts et fait signer une pétition\*. A travers cette campagne relayée dans de nombreux pays (la multinationale française compte 120 millions de clients dans le monde), ils dénoncent un accord signé par France Télé-

com-Orange en mai dernier avec l'opérateur de téléphonie mobile israélien Partner Communications. « Il existe quatre opérateurs de téléphonie mobile israéliens. Tous ont des boutiques et des antennes relais érigées sur des terres palestiniennes confisquées à cet effet par l'occupant dans les territoires palestiniens occupés », explique Robert Kissous, président de l'AFPS 34. Partner Communications, l'opérateur avec lequel France Télécom collabore, possède notamment 176 antennes et relais sur les terres confisquées par

les autorités militaires israéliennes, profitant de l'interdiction faite aux opérateurs palestiniens d'instaurer leurs propres antennes dans 60% de la Cisjordanie. « Et au lieu de payer des taxes à l'Autorité palestinienne, Partner Communications les conserve à son profit », pointe Robert Kissous. Pour lui, l'accord de partenariat qui permet à l'opérateur israélien, en échange d'une redevance, d'utiliser la marque française et de bénéficier de son assistance dans les domaines technique et matériel, rend France

Télécom « complice de la colonisation israélienne. Veolia et Alstom ont déjà soutenu l'opération du tramway colonial de Jérusalem. Voilà qu'une nouvelle multinationale française cautionne la colonisation, au mépris de la Convention de Genève », s'indigne le représentant de l'AFPS, dont l'association appelle de ses vœux une rupture de cet accord, « au nom du droit et de la paix ».

A.G.

▲ \* Pétition également disponible en ligne sur le site [www.France-palestine.org](http://www.France-palestine.org)